

COUPE DE FRANCE

Un Classique bouillant !

L'OM reçoit le PSG à 21h10 en 8^e de finale pour le premier Classique de février. Un moment de vérité dans la course à un titre cette saison. P. 24 et 25



Toute l'actualité culturelle de la région

SUPPLÉMENT DÉTACHABLE DE 16 PAGES OFFERT AVEC VOTRE JOURNAL



La Marseillaise

www.lamarseillaise.fr

« Celui qui combat peut perdre, celui qui ne combat pas a déjà perdu » Bertolt Brecht

Le journal le plus chanté de France

180 000 À MARSEILLE, 15 000 À TOULON ET À AVIGNON

Rendez-vous samedi !



Des Provençaux toujours très mobilisés y compris dans les petites villes avec 2 700 manifestants à Arles et 2 000 à Draguignan. De nombreux rendez-vous sont déjà calés en attendant la prochaine manifestation du 11 février. Reportages, témoignages, analyses... P. 2 à 11

PHOTO MEEH

27926 - 0208 - 1,50€

ÉDITORIAL

Françoise Verna

Régime très très spécial...

• Des millions de manifestants, salariés du privé et du public, jeunes et moins jeunes, femmes et hommes, actifs et retraités, syndiqués ou pas, citoyens à coup sûr, ont une nouvelle fois battu le pavé dans toute la France, mardi, contre la réforme Macron-Borne des retraites. Et ils s'apprêtent à recommencer samedi 11 février. Un constat s'impose : journée d'action après journée d'action, le duo de l'exécutif et ses ministres démontrent avec constance combien ils sont dans l'incapacité de convaincre les Français de la « justesse » de leur projet. Réguliers dans leur médiocrité, seul leur vocabulaire a changé : il n'est plus question de « justice », mais d'un effort « difficile » demandé aux actifs. Cette inflexion dans le ton ne change rien au fond : Borne se cramponne à l'âge de 64 ans comme le noyé à sa bouée.

Les impopulaires

Nos nageurs en eaux troubles plongent ainsi dans les abysses de l'impopularité : leur cote s'établit à 29 % pour Macron et 24 % pour Borne chez les actifs ! Le monde du travail n'est pas inquiet, il est animé par une juste colère.

Au moment où l'Assemblée nationale discutait, mardi soir, de l'article 1 visant à supprimer les régimes de retraites dits « spéciaux », le président du groupe des députés GRD, André Chassaigne (PCF), a parlé d'un autre « régime très très spécial, celui de la finance ». Il permet aux nantis de faire leur bas de laine sans cotiser un euro. Ils peuvent dormir sur leurs deux oreilles, puisque l'exécutif refuse de les mettre à contribution. Au contraire, les cadeaux fiscaux pleuvent comme à Gravelotte depuis 2017. Résultat : le duo ordolibéral a décidé de tondre les travailleurs et de leur imposer deux années de travail supplémentaires. Normal qu'ils se rebiffent.

Contre la réforme

Marseille. Le mouvement ne « s'essouffle pas »

Une nouvelle vague de manifestants a déferlé sur la cité phocéenne, mardi, contre la réforme des retraites. Un peu moins nombreux que lors de la mobilisation précédente, les participants redoublent de colère. Certains espèrent un relais à l'Assemblée nationale.

Il n'y a pas d'essoufflement, au contraire. Il y a une colère sourde dans le pays et qui veut bien être honnête le reconnaîtra. Maintenant, si le gouvernement s'entête, il assumera les conséquences de la situation qu'il a créée», tempête Olivier Mateu, secrétaire général de l'union départementale CGT 13.

Derrière lui s'amassent les 180 000 manifestants qui, selon les organisations syndicales - 15 000 selon la préfecture - ont répondu à ce troisième appel à la mobilisation contre la réforme des retraites à Marseille. Le parcours est similaire à la précédente manifestation, de même que l'énergie qui s'en dégage. « Le mouvement ne s'essouffle pas. On est dans une période proche des vacances, après 3 jours de grève pour beaucoup », commente Franck Bergamini, secrétaire général de l'UD FO 13. Il note d'ailleurs que si « tous les salariés ne sont pas dans la rue, tous ou presque sont opposés au projet ». Les deux patrons des UD de FO et de la CGT appellent de leurs vœux un durcissement du mouvement. « On a besoin d'installer de la grève partout, dans tous les secteurs. C'est déjà le cas, mais il faut travailler dans la durée par des processus reconductibles. La reconduction, cela peut être 24 heures comme une heure », développe Olivier Mateu.

« Monter d'un cran »

De la parole aux actes, ce sont d'ailleurs les banderoles de la pétrochimie et des dockers, deux fédérations qui poursuivent la grève ce mercredi, qui font suite à la banderole de tête unitaire. Incessants jets de pétards, fumigènes qui recouvrent la façade du Mucem... La colère est bien là. « Il va falloir monter d'un cran si on veut que ça bouge. On se prépare à aller

dans le dur », annonce Daniel Bretonnes, syndicaliste CGT de Naphtachimie à Lavéra. S'il souhaite que « ça bouge », c'est car il juge « ne pas être entendu par le gouvernement ». « Ils font semblant de reconnaître la pénibilité, mais c'est faux en réalité. Maladie, insécurité... Ils ne savent pas comment ça se passe dans les usines », regrette-t-il. Il prend un exemple glaçant mais parlant : « On a encore récemment perdu un retraité, il avait 69 ans. Voilà la moyenne d'âge chez nous, c'est pas 80 balais. » 69 ans, soit à peine quelques années de plus que l'âge de départ voulu par Elisabeth Borne. Radical, il questionne même l'utilité des débats à l'Assemblée nationale : « Sur notre circonscription, on a un député qui fait son boulot, Pierre Dharréville. Par lui, on est écoutés, mais le gouvernement gangrène tellement les débats qu'on se demande si c'est utile ».

« On a tenté plusieurs fois de négocier mais il n'y a rien à faire »

Raymond Capodanno, président de l'UD CFTC 13

En bref, nombreux sont les manifestants qui n'attendent plus grand-chose du gouvernement, si ce n'est le retrait de la réforme. « On a été reçus plusieurs fois par Elisabeth Borne, on a tenté plusieurs fois de négocier, mais il n'y a rien à faire », constate tristement, Raymond Capodanno, président de l'UD CFTC 13. Ce dernier « a contacté un député Nupes de Marseille », en espérant « qu'il porte notre voix à l'Assemblée ». À l'autre bout de l'échiquier syndical, Olivier Mateu aussi espère une forme de relais au sein du palais Bourbon. « J'attends des députés du camp des travailleurs qu'ils portent haut et fort les intérêts des travailleurs. Qu'ils fassent entendre que nous ne nous laisserons pas faire », conclut-il. Il met maintenant le cap sur samedi prochain.

Amaury Baqué



Ils étaient 180 000 manifestants à Marseille, mardi.

PHOTO M.E.H.

Avignon. Face à la surco

Quelque 15 000 personnes ont défilé mardi matin, déterminées à mener d'autres types d'actions sur la durée.

Le patronat ne comprend qu'un seul langage, le blocage ». Au milieu du cortège avignonnais, ce mardi matin, une pancarte pousse à monter en puissance dans la mobilisation. Rien n'est encore acté au niveau de l'intersyndicale, mais vu que le gouvernement « reste sourd aux exigences portées par la rue et les grévistes », selon Fred Laurent, secrétaire de l'UD CGT de Vaucluse, l'hypothèse est sur la table. « Le gou-

vernement redoute que les grèves durent. Il est donc important de garder l'opinion publique avec nous, acquise contre ce projet, rappelle Fred Laurent. On veut toucher au capital et mettre en place des grèves reconductibles de deux heures par jour, que l'économie en prenne dans l'aile. »

La mobilisation, bien que toujours massive, était en baisse (15 000, comme le 19 janvier, contre 20 000 le 31, selon les syndicats) et les vacances scolaires imminentes imposent de réfléchir à d'autres actions pour après le rendez-vous de ce samedi. Une journée qui va amener « un autre public, plus familial, avec des travailleurs qui ne peuvent pas faire grève car ils sont financièrement coincés ou par peur de perdre leur emploi », prévoit Catherine Bruna,

dont personne ne veut

Toulon. Les manifestants prêts à tenir le pavé le temps qu'il faudra

La barre des 10 000 manifestants a une fois encore été franchie sur le pavé du Levant, hier après-midi.

Si j'ai l'impression que nous sommes entendus ? Pas vraiment, non », répond du tac au tac Agnès, syndiquée à la CGT. Rien d'étonnant à cela pour l'agente de catégorie C de la fonction publique, « de la part d'un gouvernement qui, depuis le début, affiche un profond mépris ». Sur la suite à donner, c'est clair net et précis : « Il faut continuer à se mobiliser. » Et la cégétiste d'insister sur le fait que « chaque fois qu'on a fait reculer une régression sociale dans ce pays, les gens étaient dans la rue et en grève ».

« Il va falloir durcir le mouvement et bloquer l'économie, il n'y a que ça ! », affirme pour sa part Carine (FO), professeure d'espagnol. « Comme je l'explique aux collègues, oui, on va perdre des sous. C'est complètement injuste, mais on n'a pas le choix », conclut-elle.

« Non, bien sûr qu'ils ne nous écoutent pas. Ils sont dans leur droit, comme nous, on est dans le nôtre. On est face à face, c'est un combat », explique posément le secrétaire général de la FSU, Emmanuel Trigo, avant de poursuivre : « Les députés oui, les sénateurs aussi. Ce sont des élus qui sont sur le terrain. On a marqué des points dans l'opinion,



Les Rosies ont donné le tempo de cette nouvelle journée de mobilisation. PHOTO TT.

dans la classe politique et on aura sûrement besoin de crier plus fort. Mais on a tous les voyants au vert pour faire continuer ce mouvement social. »

« Nous sommes forts ! »

« On a un gouvernement fermé dans sa propre réalité, dans le déni », explique Jean Innocenzi (CFDT), qui met en garde sur « l'autoroute qu'il ouvre à l'extrême droite en embuscade » et qui compte bien capitaliser sur ce mécontentement. L'autre risque, prévient-il, c'est qu'à l'issue du temps parlementaire, les choses dérapent si le gouvernement resté campé sur ses positions. « S'il s'obstine, je pense qu'il y a quelque chose qui, pour

nous les organisations syndicales, va nous échapper. C'est le gouvernement qui en sera responsable », affirme-t-il.

« Cette semaine, avec deux journées d'action, on montre qu'on va inscrire le mouvement social dans la durée », note Olivier Masini, le patron de la CGT varoise, insistant sur le fait que « la contestation est là et grossit », avec des assemblées générales qui se tiennent un peu partout. Pour le responsable syndical, avec les salariés qui se posent aujourd'hui la question de la redistribution des richesses, on est bien au-delà du seul refus de la réforme des retraites, mais aussi de « la société de demain à construire ensemble ». Et de pré-

venir qu'« on est dans la rue pour encore un bon moment. »

« On maintient le monde sur le pavé par la grève, par la manifestation, pour essayer de monter la pression encore un peu plus », assure Pascal Brun (Solidaires), précisant que « à un moment donné, il faut que les salariés dans les assemblées générales discutent sérieusement de la poursuite de la grève et décident de mettre en débat la grève reconductible ».

« C'est à nous tous qu'il appartient aujourd'hui de mener le combat. La résignation est l'excuse des faibles. Nous, nous sommes forts », martèle Myriam Barnel (FO) pour l'intersyndicale.

Thierry Turpin

lité du gouvernement, faire encore plus de bruit

secrétaire de l'Unsa 84. Les journées de ce mardi et celle de samedi, couplées au débat parlementaire, donneront le ton sur les suites de cette réforme. « Cette semaine sera décisive », estime ainsi Philippe Armengol, maire (DVG) de Velleron. Ce prof des écoles appelle « les gens à rester solidaires ».

« Poser un ultimatum au gouvernement »

Magali et Chantal défilent côte à côte, sous la bannière CFE-CGC d'Enedis. « La macronie ne va pas plier comme ça. Il faudrait plus de monde dans la rue et que la France s'arrête de tourner », estiment-elles. Même tonalité chez FO : « On doit poser une sorte d'ultimatum au gouvernement, qui ne connaît que le rapport de force,

observe Jean-Luc Bonnal, secrétaire de l'UD FO. Selon lui, Il faut franchir un pas par une grande journée interprofessionnelle totale. Si ça conduit à bloquer l'économie, le gouvernement en sera le seul responsable. » « Ne pas lâcher la rue », complète Nicolas Odinat, secrétaire du SNUipp-FSU, qui sait toutefois que les vacances ne seront pas propices à la mobilisation des profs.

En attendant de connaître le mot d'ordre national de l'intersyndicale, Magalie Blaszczyk, co-députée SUD-Solidaires, insiste : « Notre seule arme, c'est la grève reconductible ! » « L'important est de rester coordonnés et ne pas partir chacun de son côté », appuie Frédéric Pelleing, secrétaire de l'UD CFDT.

Florent de Corbier



L'intersyndicale donne rendez-vous dès samedi (14h, devant la cité administrative) pour la prochaine mobilisation. PHOTO FC.

Draguignan. L'intersyndicale promet de ne rien lâcher

Nouvelle journée de mobilisation contre la réforme des retraites en Dracénie. Si moins de personnes étaient présentes dans les rues, le mouvement de contestation veut s'inscrire dans la durée pour faire plier le gouvernement.

Jamais deux sans trois. Le mardi 7 février marque le troisième round auquel se livrent l'exécutif et les manifestants contre la réforme des retraites. À Draguignan, 2 000 manifestants se sont réunis contre le report de l'âge de départ à 64 ans. Bien que moins nombreux que lors des deux premières journées, les hommes et les femmes de Dracénie espèrent toujours mettre les décideurs KO.

« On ne va rien lâcher », promet Laurent Micaelli, secrétaire de l'union locale FO. Le dirigeant syndical reconnaît qu'il y a difficultés à se remobiliser. Le vent est au rendez-vous, les drapeaux flottent, l'air frais ne refroidit pas l'ardeur des manifestants. « Ce n'est pas un essoufflement, les gens ont parfois plus de difficulté à venir mais le sentiment est le même », ajoute Laurent Micaelli, qui repère de nouvelles têtes dans le cortège, même si beaucoup d'irréductibles de la première heure ne veulent toujours pas lâcher le pavé. « Je suis prêt à venir manifester autant de fois qu'il le faudra, averti Benoît, hospitalier et secrétaire FO à l'hôpital de Fréjus. Une journée de grève représente en moyenne 70 euros en moins par jour à l'hôpital. C'est paradoxal puisqu'on est d'accord pour perdre ces jours de travail pour gagner des années dernières. » En ce temps où l'inflation ne cesse de grimper, trois jours de salaire en moins peuvent assommer un ménage. « Mais le gouvernement compte sur ça, il veut faire tirer la langue aux salariés qui manifes-



Mercredi 8 février, la CGT cheminots est en grève aux côtés des syndicats du gaz, de l'énergie et des raffineurs. PHOTO C.M.

tent », pense Gilles Piazzoli, secrétaire de l'Union locale de la CGT. Si un roulement a pu s'opérer pour certains salariés, plusieurs caisses solidaires se mettent en place pour couvrir les pertes des jours où les grévistes ne travaillent pas.

Rendez-vous samedi pour continuer la lutte

« On va utiliser toutes les formes de mobilisation pour réunir les gens dans la rue », explique Gilles Piazzoli. Samedi, l'intersyndicale dracénoise organise une retraite aux flambeaux, à 18h30 devant la sous-préfecture de Draguignan. « Je serai présent au

poste », confirme Christophe, cheminot à la gare des Arcs. Ce manifestant de la première heure voit déjà plus loin que samedi. « Nous serons en grève ce jeudi mais aussi après les vacances scolaires à la gare des Arcs », indique Christophe. Le cheminot pense que s'il y a moins de monde dans les rues, c'est parce qu'ils comptent venir pour la journée de samedi.

Benoît sera aussi présent samedi, en tant que secrétaire syndicale mais aussi en tant que père de famille. Accompagné de ses enfants et de sa femme, qui pourra à son tour venir manifester.

Cesar Mazouzi

Les rendez-vous

Mercredi 8 février

Miramas.

Rassemblement à l'appel de la CGT cheminots au dépôt, non loin de la gare de triage, pour évoquer la question du fret et faire le lien entre emploi et retraite.

Marseille. Débat sur les retraites à la Maison du peuple (109, boulevard Vauban) en présence des organisations syndicales.

Jeudi 9 février

Arles.

Rassemblement à 18h, place de la République, à l'appel de l'intersyndicale locale.

Vendredi 9 février

Aubagne.

Manifestation aux flambeaux à partir de 18h30, place Saint-Sauveur, à l'appel de l'intersyndicale locale.

Avignon. Meeting avec les différents partis de la Nupes au château de Saint-Chamand, à partir de 18h30.

Et aussi



Arles. Un troisième round réussi

Avec 2 700 manifestants, Nicolas Bourcy, secrétaire général de l'Union locale CGT d'Arles, constate « une légère baisse » mais surtout « qu'il y a encore un haut niveau de mobilisation ». Les Arlésiens préparent d'ores et déjà la suite du mouvement, avec un rassemblement ce jeudi 9 février à 18h, place de la République. Au programme « des flambeaux et fumigènes pour se faire entendre ».

A.B.

Brignoles. Une retraite aux flambeaux pour éclairer le combat

Après Draguignan et Toulon, à l'appel de l'intersyndicale, la mobilisation s'est poursuivie à 18h30 dans la capitale du centre Var, avec un rendez-vous à 18h30 place Caramy, pour une retraite aux flambeaux. Une déambulation à travers la ville pour continuer, sous une autre forme, à donner de la visibilité au mouvement, afin d'interpeller et d'informer ceux qui ne sont pas encore entrés dans la lutte. Dans le cortège de plus de 400 personnes, certaines se sont déjà mises en jambes en participant aux deux manifestations précédentes organisées dans le département.

T.T.



Éducation. Pas de vacances pour la mobilisation

Dans le premier et dans le second degrés, enseignants, personnels et élèves gonflent les rangs des manifestations. Même en vacances, ils promettent de ne pas faire de quartier à la réforme.

Jusqu'en mars, on va continuer. On ne va rien lâcher. Et pendant les vacances, on va appeler les gens à manifester là où ils sont », assure Laurent Tramoni. Le syndicaliste du Snes-FSU sait pertinemment que « faire la grève, sur le long terme, c'est compliqué, ça coûte cher » aux petits salaires du monde de l'éducation. Jetant un œil sur les premiers retours de taux de grévistes qui arrivent sur son portable, il reste confiant : « 70% au collège du Vallon-des-Pins, dans le 15^e ! »

Les personnels éducatifs sont conscients des conditions difficiles de la lutte : « c'est déjà 10% de salaire en moins en trois journées de mobilisation », estime un prof de lycée. Mais « c'est aussi des mois de perdus sur notre droit au repos », ajoute-t-il aussitôt, « et après des années de gel des salaires, de régressions sociales et de dégradation des conditions de travail et d'enseignement, notre détermination est plus forte que tous les 49.3 ». Plus loin, Isabelle et Marion confirment : « Prof de



La réforme fait le vide dans les établissements scolaires, où personnels et élèves voient l'urgence de battre le pavé, avant, pendant et après les vacances. PHOTO M.G.

sport à 67 ans, ça n'aura aucun sens. Qu'est-ce qu'on sera en mesure d'apporter à nos élèves ? » Et elles ironisent : « Alors, on continue. Et même si on avait les moyens de partir au ski, on ferait une descente aux flambeaux revendicative ». Marion précise : « Mais oui, côté portefeuille, ça commence à piquer. Eh bien, on mangera des pâtes. » Mais d'ici les vacances « il y a samedi. C'est aussi une date qui permet à tous ceux qui n'ont pas pu venir d'être là », précisent les enseignantes en collège.

Au micro, Sébastien Fournier, secrétaire Snuipp-FSU 13, annonce les chiffres pour le premier degré : « Plus de

30% de grévistes ». Il explique également : « on tourne pas mal sur les journées de mobilisation. Mais il n'y a pas de relâche. En fait, on peut même considérer que ces forces s'accroissent. » Le responsable syndical indique qu'il attend de voir ce que l'intersyndicale au national décidera pour les prochains jours. Il peut déjà avancer que « les collègues des établissements des quartiers nord de Marseille ont prévu une action dès le premier vendredi de reprise ».

En rangs et coudes serrés

Le cortège continue de progresser, les enseignants du supérieur et les chercheurs abon-

dent. Mais les personnels éducatifs les plus précaires sont aussi en nombre. Assistant d'éducation et représentant CGT, Stefan Raffi témoigne également d'une détermination intacte parmi ses collègues : « Il y a des roulements, mais il y a aussi une grande entraide, par secteur, par collège. On fait des caisses de grève, des barbecues pour récolter de quoi aider ceux qui seraient le plus en difficulté financière. » Quant aux vacances, « on va les mettre à profit pour convaincre les derniers fatalistes de descendre dans la rue », assure un technicien de labo du collège des Remparts.

Myriam Guillaume

AED. Sur deux fronts sociaux



Les AED du lycée Victor-Hugo se sont mobilisés mardi en amont du grand rassemblement intersyndical. Pour ces surveillants, précaires pour la plupart, la lutte est double. Elle concerne tout d'abord « la répression syndicale » lancée par la direction, accuse la CGT. Le syndicat dénonce « le licenciement déguisé » et arbitraire de trois AED il y a quelques mois et la suspension de l'un de leurs collègues, Emmanuel Roux, « en vue d'une procédure disciplinaire ».

Les tentatives de dialogue amorcées sont pour l'heure stériles. La direction resterait campée sur ses positions et les AED en colère sont décidés à poursuivre leur grève entamée le 16 janvier. Le rectorat a diligenté un audit. Par la suite, les grévistes ont rejoint les cortèges au Vieux-Port. Ils ont exprimé mardi la colère de cette double injustice. Celle d'une direction souhaitant les faire taire et d'un exécutif décidé à les laisser au travail. A.D.

Lycéens. La volonté de lutter pour leur avenir

Dans le cortège de la manifestation contre la réforme des retraites qui s'est tenue à Marseille mardi, des lycéens affirment qu'ils maintiendront leurs efforts malgré les congés scolaires.

C'est les vacances ! », les lycéens de la zone B pourront le crier vendredi 10 février après les cours. Mais pour certains d'entre eux, les congés d'hiver ne seront pas de tout repos. « Je vais continuer à manifester contre la réforme des retraites. C'est important de ne rien lâcher, de montrer qu'on est là », martèle Eva Ragueb, en première au lycée Saint-Charles de Marseille. Elle a rejoint ses pairs qui s'étaient donné rendez-vous sur les réseaux sociaux pour déambuler collectivement. La jeune fille de 16 ans porte un sac en bandoulière. « C'est pour un documentaire, je filme toutes les manifestations », confie-t-elle. Une action qu'elle ne compte pas interrompre pendant la période de repos.



Les lycéens ont notamment défilé auprès des syndicats étudiants et enseignants. PHOTO L.G.

Gaspar Buzare, élève à Saint-Charles lui aussi, participera à la prochaine mobilisation, samedi 11 février. Après, il partira en vacances et regrette de ne pas pouvoir faire plus. Mais le jeune homme, responsable fédéral du syndicat Mouvement national lycéen (MNL), affirme qu'« à Saint-Charles, il ne de-

vrait plus rien y avoir avant la rentrée. Juste une réunion le dimanche 12 février, pour prévoir les prochains blocages. »

« La retraite, ça touche tout le monde ! C'est pour ça que nous, les jeunes, devons continuer à nous mobiliser », déclare Armand, un adolescent qui n'a pas souhaité donner son nom de famille. « Si on

laisse passer ça, c'est la porte ouverte à tout », complète son ami Keylian. Le groupe de garçons tente d'ouvrir une section locale du MNL dans leur établissement, le lycée Maurice-Janetti, dans le Var. Pour eux, perdurer dans « la défense de [leurs] droits » est une évidence.

Vacances regret

Lili Dakhli-Voisin étudie au lycée Montgrand à Marseille. Elle a manqué un cours pour se rendre à la manifestation de ce mardi 7 février et ne compte pas se démobiliser une fois l'heure des vacances sonnée. Avec ses amis, la jeune fille fabrique des affiches et discute beaucoup de la réforme auprès de ses parents et professeurs. « C'est une forme de mobilisation que je vais continuer ! », soutient-elle. Sa camarade Nina Geminel fait la moue. « Je suis dégoûtée de ne pas pouvoir venir aux prochaines manifestations. Je dois partir en vacances. C'est dommage car du coup il y aura moins de monde », regrette-t-elle.

Léo Guérin

Chez les grévistes, un fro

« La goutte de trop qui fait peur »

La réforme des retraites est un « *une goutte de trop* » dans le vase d'Audrey. Trois manifs sur trois pour la secrétaire administrative du centre gérontologique de Montolivet (Marseille, 12^e). Elle milite en tant que secrétaire SUD Santé dans son centre hospitalier, et en tant que maman. Audrey a « *très peur* ». Pour l'avenir de ses deux filles, pour son présent et celui de ses collègues. Huit ans qu'elle tient son poste et « *essaie de sauver ce qu'il y a à sauver* ». Audrey a vu « *les évolutions* ». Pour ne pas dire la déliquescence et la « *destruction de l'hôpital* ». « *Il va bientôt falloir une intervention de Médecins sans frontières* », exagère-t-elle à peine, au moins pour pallier « *les pénuries de médicaments* ».

À 41 ans, elle est encore loin la retraite. Elle a encore le temps d'attendre les humanitaires, de voir « *l'acharnement de la direction sur les soignants* » et de constater « *la maltraitance institutionnelle* ». Audrey n'a pas fait toute sa carrière au secrétariat. Elle a commencé à bosser à 19 ans en tant qu'agent des services hospitaliers (ASH). Les ca-



Audrey

Secrétaire hospitalière
SUD-Solidaires

dences infernales et le stress, elle connaît. « *Normalement* », elle est éligible au dispositif carrières longues. Mais elle ne se fait pas d'illusions, « *ça reste encore très flou* », marmonne-t-elle. Comment imaginer l'avenir dans ces conditions ? « *En Corse, avec deux chèvres et trois poules* », se bidonne-t-elle. Elle songe, en vain, aux moyens pour y arriver. En attendant, elle poursuit la grève et contient ses larmes à la vue « *des aînés abandonnés* » à l'hôpital. A.D.

« Je vis d'espoir »



Christian

Opérateur chez Fluxel
CGT

Monter sur un bateau, manipuler de l'acide sulfurique ou du benzène, travailler en trois-huit avec son masque à cartouche... « *À 64 ans, c'est compliqué* », explique sobrement Christian. Cela fait vingt-deux ans que le syndicaliste est opérateur chez Fluxel, et autant d'années qu'il se bat pour les conditions de travail sur le Grand port maritime. « *Tout ce qui est branchement de navire, tout ce qui est liquide, ça passe par nous* », résume-t-il. Et dans ce métier à risque exercé dans une atmosphère viciée, chaque année de plus au travail, c'est le risque d'une année de vie en moins. « *Quand on embauche, l'odeur picote un peu* », ironise-t-il. Déjà, avant 50 ans, il connaît des collègues qui ont développé des can-

cers, fait des AVC, malgré tous les équipements de protection. S'y ajoutent le travail de nuit, les troubles musculaires. « *Est-ce que nos corps vont pouvoir supporter ça plus longtemps ?* » interroge-t-il. *Plus on reste, plus on est exposés.* »

Dans ces conditions, la bataille pour les retraites est un enjeu vital. La victoire est-elle possible ? « *Ça fait vingt-deux ans que je manifeste, vingt-deux ans que je vis d'espoir* », répond l'opérateur. Mais il veut passer à autre chose que les manifestations. « *Pour l'instant, on se fait entendre gentiment, mais on nous pousse à être plus radicaux.* » Et de rappeler que 40% du carburant français arrive depuis Fos. « *On va se faire entendre* », promet-il. Y.S.

« Il faut bouger plus »



Laetitia

Opératrice chez Thalès
FO

Se lever à 4h du matin ou terminer à 22h selon le roulement, avec des journées entières à travailler debout, sur la machine. Opératrice chez Thalès, devenue « *comme ça* » élue au comité social et économique, Laetitia sait de quoi elle parle quand il s'agit de pénibilité. Cela fait maintenant vingt-sept ans qu'elle travaille pour le groupe électronique, à fabriquer des cartes, depuis un premier stage qui a débouché sur une embauche. « *À la longue, c'est un métier pénible. On a des tendinites, on est tout le temps debout à faire des gestes répétitifs, en trois-huit* », décrit la quadragénaire. Le soir, quand elle rentre, c'est la fatigue, une douche et au lit, directement. Et malgré les améliorations apportées sur les postes de travail au fil des années, « *c'est de plus en*

plus fatigant », souffle-t-elle. Alors, partir à 64 ans, « *ce n'est pas possible, ce sera trop dur, rien qu'au niveau des RPS* [des risques psychosociaux, Ndlr]. *Et puis, pour la production, il faut des jeunes !* »

Cela fait donc trois jours qu'elle fait grève, trois jours qu'elle manifeste, à chaque appel de l'intersyndicale et même si cela coûte cher d'arrêter le travail. « *Les collègues se mobilisent malgré les pertes de salaires mais il y a des personnes seules avec des enfants qui ne peuvent pas faire grève* », rappelle-t-elle. L'ouvrière n'en reste pas moins déterminée et espère toujours remporter une victoire. « *Mais il faudrait qu'on bouge un peu plus. C'en est pas en se promenant qu'on fait changer les choses.* » Y.S.

« 64 ans, ce n'est pas possible »



Christophe

Mécanicien chez Airbus
Helicopters
CFTC

On n'entre pas dans l'aéronautique pour les salaires mais par passion », sourit Christophe, sa chasuble bleue de la CFTC sur le dos. Pour le quinquagénaire, depuis minot, c'est la passion des hélicoptères. « *C'est ce qu'il y a de plus riche en mécanique* », explique-t-il, repassant en revue toutes les pièces, tout le fonctionnement qui en font la richesse et les distinguent des simples avions. S'il a dû se contenter, plus jeune, d'un travail alimentaire, cela fait maintenant vingt-deux ans qu'il travaille comme mécanicien dans ce qui s'appellait encore Eurocopter quand il y est entré. « *Je fais des réglages, des déposes, des repos dans les hélicoptères* », énumère-t-il.

Mais la passion ne fait pas disparaître la pénibilité du métier. « *On porte des charges lourdes, il faut se contorsionner dans tous les sens pour accéder à des équipements dans des endroits difficiles, il faut fournir des efforts* », décrit le syndicaliste. Et s'il a gagné en expérience, il reconnaît volontiers que cela devient de plus en plus dur, au fil des années. « *On n'a plus l'endurance d'un jeune* », soupire le quinquagénaire.

Alors, lui qui n'a jamais fait grève qu'une seule fois, en 2010, pour les retraites déjà, est de nouveau descendu dans la rue. Et même trois fois depuis le début de l'année. « *Je commence à voir la retraite qui arrive et on me décale de deux ans, proteste-t-il. Pour des gens qui ont des métiers difficiles, aller jusqu'à 64 ans, ça ne va pas être possible.* » Et de noter, avec un peu d'optimisme que « *le gouvernement commence à revoir sa copie à la baisse* ». Y.S.

ont uni de détermination

« On pèsera sur les débats »

Troisième manifestation, troisième journée de grève. Sophie fait partie des premiers arrivés sur le Vieux-Port, près du camion de la FSU, drapeau, badge, T-shirt aux couleurs du syndicat. « *À 64 ans, on se voit mal surveiller 30 élèves* », explique cette professeure d'éducation physique et sportive au collège du Puy-Saint-Réparate, entre Aix et Pertuis.

Passionnée de volley-ball, cela fait maintenant vingt-cinq ans qu'elle enseigne. Ce métier, pour elle, « *ce n'est pas seulement la santé, c'est aussi l'émancipation* », défend-elle. Le sport obligatoire au collège, c'est un accès pour tous à une culture commune, une façon de combattre les inégalités sociales. Un exercice important, alors que depuis le Covid, la santé des élèves s'est dégradée. « *Il y a une augmentation de l'obésité, moins d'accès au sport, plus de difficultés motrices* », décrit la quadragénaire. Et des élèves toujours plus nombreux dans chaque classe. « *La gestion d'effectifs de plus en plus importants nous empêche d'accompagner les élèves* », soupire-t-elle. Dans ces conditions, le report de



Sophie

Professeure d'EPS
Snep-FSU

l'âge légal passe d'autant plus mal que la discipline est la plus concernée par les arrêts. « *Il y a une usure professionnelle, parce qu'on est à l'extérieur, dans le froid, à porter du matériel et il faut une vigilance pour les activités à risque* ». Troubles musculosquelettiques et problèmes de surdité deviennent plus fréquents aussi. Mais elle reste optimiste. « *Si on arrive à garder ce mouvement aussi fort et populaire, on pèsera sur les débats* ». Y.S.

« Toujours déterminé »



Rendi

Technicien
Unsa

Rendi s'y connaît en signal d'alarme. RC'est son métier. Alors, lorsque le technicien en sécurité électronique entend le bruit des sirènes sociales retentir à l'annonce d'une réforme des retraites douloureuse, il répond présent. En tant que travailleur singulier et en tant que secrétaire général de l'union départementale 13 Unsa. Rendi ne tergiverse pas, il est pour la troisième fois dans la rue en un mois et décidé à « *se battre pour que le gouvernement revienne sur sa décision* ». La pénibilité du quotidien n'est pas ce qui, à titre personnel, le préoccupe le plus. À l'approche de la cinquantaine, il appréhende de devenir bientôt de ceux qu'on laisse sur le bas-côté. À Securitas, son entreprise,

il voit de plus en plus de seniors à qui on « *ne donne plus de formation, poussés à partir* ». Il redoute alors la carrière rallongée voulue par le gouvernement. Pour lui, ses camarades et ses deux enfants.

En tant que responsable syndical, il observe « *la colère des gens, encore plus déterminés qu'en 2019* ». Il y voit « *une prise de confiance collective* » autour d'un intérêt commun : celui de ne pas repousser l'âge de la retraite. Rendi constate au quotidien « *des jeunes qui s'intéressent, qui viennent [le] voir pour s'agréger à la lutte* ». 64 ans, ça ne passe pour personne. Et le technicien ne compte pas éteindre l'alarme de la colère. A.D.

« Rester mobilisé »



Jérôme

Ingénieur
CFE-CGC

Le goût délectable, la sensation affriolante des premières fois. En vingt ans de syndicalisme, Jérôme n'a jamais vu « *une mobilisation aussi importante* ». Le président régional CFE-CGC de la métallurgie promet de « *rester mobilisé tant que ça ne bouge pas au niveau national* ». Il n'a ni le look, ni le zèle apparent des habitués des mobilisations et des luttes sociales. Mais il est présent pour le troisième acte contestataire, affublé d'une chasuble et entouré de ses collègues. Jérôme est ingénieur logiciel chez STMMicroelectronics, une multinationale spécialisée dans les puces électroniques. À 46 ans, il entre doucement dans la catégorie de ceux qui peuvent être « *mis sur la touche* » par la direction. Mieux vaut

donc répondre à leurs « *exigences de sur-performance* » et de supporter la pression en termes de productivité. Parce qu'aujourd'hui, « *être standard ne suffit plus* ». Viser la lune, maintenir « *les rythmes intenses* », ça ne doit pas faire peur. Avec le recul de départ en retraite, l'épée de Damoclès de la mise au ban demeure suspendue plus longtemps. Jérôme est à mi-chemin. Il bosse depuis 21 ans dans sa boîte, et doit attendre 67 ans pour liquider sa retraite à taux plein. Pour l'avenir proche, il redoute « *plus d'individualisme et moins de solidarité* » dans notre système social. Son souhait ? « *Continuer à s'épanouir dans son travail* ». À moins que l'allongement de sa carrière et la pression du quotidien ne l'en empêchent. A.D.

« Ce n'est vraiment pas tenable »



Georgine

Secrétaire logistique
CFDT

Georgine fait partie de ceux qui n'auront « *pas de retraite pleine avant 67 ans* » et de ceux tirillés entre « *le bras de fer à poursuivre* » et la difficulté financière de venir manifester. À 47 ans et avec 17 ans d'ancienneté, le secrétaire logistique d'Easylis aux Milles, entreprise filiale du groupe Casino, est « *à peine à 1 500 euros brut* ». Peu de perspectives et toujours plus de pénibilité au quotidien : des horaires tournants, un travail effectué « *dans un hangar réfrigéré et dans le brouhaha des machines* ». Et puis des relations « *pas faciles* » avec la direction, sur qui pèse une « *enquête sociale* » indique la Vauclusienne.

Dans l'absolu, Georgine a encore vingt ans à tirer avant de liquider sa pension à taux plein. Elle est comme prisonnière de son entrepôt et d'un travail qu'elle a commencé tard et n'a pas vraiment choisi. Elle a fait « *une maîtrise d'aménagement du territoire* » qui, in fine, ne lui a « *servi à rien* ». Alors, voilà comme elle résume sa situation : « *Je n'ai pas la rémunération qui va avec mes études et pas les trimestres qui vont avec mon parcours* ». Elle avoue

facilement « *ne pas aller souvent* » en manif. Mais, dans sa situation et avec cette réforme, « *ce n'est vraiment pas tenable* ». Que faire, donc, pour court-circuiter les choses ? « *Vendre ma maison après avoir fini de la payer et partir construire une vie plus douce* ». Qu'importe, même avec « *moins de moyens* », assure-t-elle. Georgine incarne ces travailleurs discrets qui ne peuvent plus se taire. Elle défile aujourd'hui pour éviter de voir sa vie s'effiler. A.D.

L'ÉVÈNEMENT



Et vous, vous perdriez combien d'années ?



KARIM

53 ans
Conducteur de cars

« Quatre ans »

« Si la réforme des retraites passe, je vais devoir travailler encore 12 ans. Je vais donc perdre 4 ans. Vous imaginez conduire un car à double étage avec 87 passagers à 65 ans ? Et ben moi, non ! En plus, il paraît qu'à partir de 56 ans, on commence à perdre la vue et les réflexes. Le problème, ce n'est pas de savoir si on va continuer, parce que si on est obligé, on continuera. Mais est-ce que nos capacités nous le permettront ? Moi, j'ai commencé à travailler j'avais 18 ans. Je suis fatigué. » **Aliénor de Matos**



ANNE-FLORE

44 ans
Infirmière libérale

« C'est le flou total »

« On ne sait même pas si on va rester à 67 ans ou si on va monter à 69 ans, c'est le flou total. Je sais juste qu'en 2025, on va doubler nos cotisations avec cette réforme. On va passer à 28% de prélèvements, donc là, ce sera la mort des infirmières libérales. On ne pourra tout simplement plus les payer. Déjà que c'est un métier pénible, 67 ans on n'y arrivera pas. Soulever les patients, les trajets en voiture, on monte, on descend, je ne me vois pas continuer à faire ça autant d'années. » **A.d.M.**



PATRICK

59 ans
Assurant technique d'exploitation

« Six mois minimum »

« Même en ayant travaillé très jeune, je perds minimum six mois. Je devais partir à soixante ans et là, je vais plutôt partir à soixante-deux ans et des broutilles. Il y a des particularités qui ont déjà été gommées en partie par le gouvernement concernant la pénibilité. Moi, c'est grâce à cela que je peux partir normalement en juillet 2024. J'étais toujours dehors qu'il pleuve ou qu'il vente. J'en ai eu moins en intégrant les salles informatiques, mais il y a toujours le bruit et le froid. » **A.d.M.**

Grévistes : la fiche de paie prend un coup, pas la détermination

Petite revue des salariés dont les jours de grève s'accumulent depuis le début du mouvement. Un mal nécessaire qu'ils affrontent en se serrant la ceinture, avec la solidarité pour maître-mot.

Oh Macron, à cause de toi, on va manger des pâtes matin, midi et soir ! », éructe au mégaphone un militant sur l'esplanade du J4. Comme lui, ils sont des dizaines de milliers à garnir le cortège marseillais, la lutte harnachée au cœur mais pas forcément au ventre. « Depuis le début de la mobilisation, j'en suis à mon troisième jour de grève. Sur mon bulletin de salaire, je vais perdre aux alentours de 400 euros », détaille Zoheir Messaoudi, secrétaire général de l'Union locale CGT des quartiers Nord. Si la lutte paie souvent, elle a également un coût. Travaillant dans le traitement de surface de pièces aéronautiques, il confie, presque contrit : « Je vais demander l'aide de mes enfants pour payer le loyer. Sinon, on ne mange pas deux semaines. » Alors que la galaxie macroniste et ses suppôts médiatiques tentent de faire passer les grévistes pour des nantis, la réalité les rattrape à nouveau.

Mobilisés « depuis le début », Frank et Alain sont respectivement tourneur fraiseur et « travailleur sur une chaîne à outil. Notre fiche de paie a été amputée de 300 euros. Ce mois-ci, on



Dans le cortège, ouvrier dans l'aéronautique, tourneur fraiseur, professeur, femme de chambre ou bien salariés de l'énergie témoignent de la dureté mais aussi de la nécessité de la grève. PHOTOS P.A.

va s'en tenir au minimum vital. Mais il vaut mieux perdre quelques jours de salaire aujourd'hui plutôt que se prendre deux ans de plus au bout du compte », relativisent les compères, tandis qu'une sono crache la chanson du film Rocky, *Eye of the tiger*. Gilet orange de la CFDT sur le dos, un autocollant FO d'un côté et un de La Marseillaise de

l'autre, ils ne sont pourtant pas schizos. « Samedi, j'espère qu'on sera encore plus nombreux. Et, pour le coup, on ne touchera pas à notre paie. »

Caisses de grèves

Si une grève massive peut pousser le gouvernement dans ses retranchements, elle éreinte aussi la fiche de paie de ceux

qui la font. Parmi les moyens pour juguler son impact sur le portefeuille, les caisses de solidarité pour les grévistes. « Dans les grands mouvements comme celui-ci, on en met certaines en place qui fonctionnent grâce à de petits événements comme des apéros ou des barbecues. Il y a aussi eu récemment une projection de La Sociale

[film de Gilles Perret, Ndlr] à Martigues. Personne ne doit se sentir empêché de faire grève. C'est aussi cela la culture de la lutte », rappelle Magali Hidalgo, co-secrétaire départementale de la CGT Educ'action.

« On rogne sur tout »

Dans les rangs de la CNT-SO, une caisse permanente de grève existe depuis 2016. « Elle est alimentée en partie par les cotisations mais aussi par des événements ponctuels », explique Camille El Mahmudi, juriste de ce syndicat libertaire. « C'est la première fois qu'on voit autant de femmes de chambre mobilisées. » Parmi elles, Nabila qui se casse le dos à l'hôtel Marriott, près du Vélodrome. « Déjà que notre métier est galère en temps normal, là on est encore plus pris à la gorge. Mais il faut se battre quand même et aller jusqu'au bout », explique celle qui devrait perdre 210 euros dans le mois. Une solidarité également à l'œuvre à la CGT Fluxel, filiale du Grand port maritime de Marseille Fos (GPMF) où, « dès qu'un collègue est dans la panade, on se cotise pour lui faire une enveloppe, afin qu'il puisse tenir le mouvement ». Outre la pétrochimie, la mobilisation est aussi dédoublée dans le secteur de l'énergie. « Du coup, on repousse les frais médicaux ou d'entretien de la voiture. On rogne sur tout », racontent Richard et Olivier, salariés à Engie thermique France, lucides mais téméraires. Comme le scandent les manifestants, « la force des travailleurs, c'est la grève ».

Philippe Amsellem

Artistes. Le monde de la culture dans la lutte

Le monde culturel, qui s'est battu pour obtenir une année blanche et sort d'une lutte contre la réforme de l'assurance chômage, reste mobilisé.

Une fois encore, leur cortège était fourni. Plusieurs centaines d'artistes, techniciens, musiciens et comédiens intermittents du spectacle étaient présents dans la manifestation marseillaise. « La mobilisation n'a jamais été aussi forte », assurait Magali Braconnot du Syndicat français des artistes (SFA), créé et dirigé par Gérard Philippe et Jean-Paul Belmondo en leur temps.

« Des gens qui n'avaient jamais fait grève sont là avec nous. Il y a peut-être moins d'actions visibles mais il y a beaucoup plus de monde impliqué », soulignait Jean-Michel Ledain, musicien à l'opéra et membre du

Syndicat national des artistes musiciens, après qu'on lui a fait remarquer que le monde culturel peinait à se mettre en scène, comme ce fut le cas ces dernières années.

« La mobilisation se voit peut-être moins mais au niveau des consciences, elle est prégnante », appuyait Erika Sauerbron, déléguée régionale du Syntac-CGT. Selon elle, « il ne faut pas oublier qu'on sort de deux ans de Covid, qu'on a été jugé non essentiels et que l'on n'a pas pu exercer nos métiers. Alors, les intermittents ont sans doute plus de mal à se mettre en grève, parce qu'ils doivent gagner leur vie mais ils sont là. »

« Pendant le Covid, il y a eu des occupations de théâtre, la CGT a été le fer de lance pour l'année blanche, un combat énorme, très visible. Aujourd'hui on est toujours dans la rue, on se mêle à tous les cortèges mais on est tellement plus nombreux que ça se voit moins », justifiait de son côté Marc Pinkas, musicien-enseignant.



Si il est moins expressif, le monde de la culture se mobilise à nouveau. PHOTO G.C.

« C'est un mouvement interprofessionnel. S'il le faut, on mènera d'autres actions, mais on est solidaires de tous salariés », reprenait Christophe Labas-Lafite, comédien et metteur en scène marseillais (SFA). « On sort aussi d'une lutte importante contre la réforme de l'assurance chômage. Ça ne nous concernait pas directement

mais on a compris que si on baissait pour les autres, on allait nous dire à un moment que nous étions privilégiés. Pendant trois mois, on a occupé 90 théâtres. Là, on reprend le boulot, on a un peu les jambes coupées mais on est toujours là », observait pour sa part Magali Braconnot. Christophe Casanova